

Grève générale jusqu'au retrait du plan d'austérité du gouvernement Papandréou !

Gouvernement ouvrier et paysan !

États-Unis socialistes d'Europe !

UN PASSAGE DE RELAI ENTRE ND ET PASOK

Les élections législatives d'octobre 2009 permettent un mouvement de balancier, comme en 2004 en Espagne, en 2008 aux États-Unis, en 2010 en Grande-Bretagne : Giorgos Papandréou (PASOK) remplace Kostas Karamanlis (ND) qui était au pouvoir depuis 2004. Un vieil organe de la bourgeoisie britannique décrit, de manière peu flatteuse, le personnel politique du capitalisme grec :

Que ce soit pour le redouter ou le souhaiter, de nombreux Grecs envisagent une rupture du système politique, vieux de plus d'un siècle, qui voit deux groupes politiques (par convention de centre gauche et de centre droit, mais tous deux voués au clientélisme et aux pots-de-vin) piller les ressources publiques pour l'emporter sur son rival. (The Economist, 8 mai 2010)

Cependant, les « systèmes politiques » de la Grande-Bretagne, des États-Unis, de la France ou de l'Allemagne ne sont pas si différents : ne voient-ils pas, eux aussi, alterner au pouvoir des partis (ou des coalitions) de « centre gauche » et de « centre droit », également avides de profiter des postes et tout aussi liés à la minorité privilégiée et exploiteuse de la société ?

Les particularités du régime politique de la Grèce s'expliquent par l'histoire et l'économie. La bourgeoisie grecque est fragilisée, depuis sa tardive émergence au sein de l'empire ottoman, par son caractère périphérique, la faiblesse de sa base industrielle et l'immixtion des puissances étrangères. De la faiblesse économique de la bourgeoisie proviennent les difficultés à établir son hégémonie politique sur les autres classes. D'où le recours fréquent à la violence directe contre la classe ouvrière : collaboration avec les occupants fascistes italiens et allemands de 1940 à 1944, guerre civile appuyée par l'armée britannique et l'armée américaine de 1944 à 1949, dictature militaire en lien avec les services secrets étasuniens de 1967 à 1974... D'où, également les concessions à la petite bourgeoisie (qui entravent en retour l'accumulation du capital) et la monopolisation de la vie parlementaire et gouvernementale par quelques familles. Leurs fiefs électoraux sont souvent considérés comme des charges héréditaires.

Ainsi, le « centre droit » est incarné par une vieille dynastie politique bourgeoise, les Karamanlis. Lorsqu'il est appelé au pouvoir par la junte militaire en 1974, Konstantin Karamanlis transforme ce qui reste de l'Union radicale nationale en Nouvelle démocratie (ND). Il supprime, au passage, la monarchie, ce en quoi la Grèce est plutôt en avance sur la Grande-Bretagne.

Quant au « centre gauche », il est conduit par une autre lignée politique bourgeoise, les Papandréou. Andréas Papandréou, ancien député de l'Union du centre et ancien ministre, fonde, à la fin de la dictature militaire, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). Si « panhellénique » indique clairement le nationalisme, l'appellation « socialiste » est destinée à tromper les travailleurs, avec la caution de la sociale-démocratie européenne (qui est née, elle, de la classe ouvrière, mais la trahit depuis un siècle). Les Karamanlis ou les Papandréou ont gouverné tour à tour le pays pendant 32 ans des 53 dernières années.

LE MAILLON FAIBLE DE LA « ZONE EURO »

En 2009, le tourisme et la marine marchande subissent particulièrement la crise, le PIB baisse de -2,6 % et le chômage remonte à plus de 9 %. Le gouvernement de Karamanlis se révèle incapable de mettre fin aux incendies criminels des étés 2007 et 2009, matraque la jeunesse lors de l'hiver 2008-2009 et entreprend de faire supporter aux travailleurs salariés, voire aux travailleurs indépendants, les conséquences de la crise capitaliste mondiale. Durant la campagne des élections législatives, pour gagner les voix des travailleurs, Papandréou prétend qu'il va relancer l'économie par l'augmentation des salaires et qu'il obligera les banques qui viennent d'être sauvées par l'État à prêter.

Comme en témoigne la forte abstention (30 % dans un pays où le vote est obligatoire), la défaite électorale d'octobre 2009 de la ND ne vient pas tant d'illusions dans le PASOK que du rejet par une majorité de la population de la politique du gouvernement ND. Le parlementarisme et ses alternances gouvernementales sont justement faits pour contenir les tensions entre les classes -et celles au sein de la classe dominante- à l'intérieur de l'État bourgeois. Encore faut-il que la bourgeoisie puisse gouverner et que le prolétariat la laisse gouverner.

En prenant ses fonctions, le nouveau gouvernement reconnaît un déficit budgétaire de 10 % du PIB et une dette étatique de près de 300 milliards d'euros, à 113,4 % du PIB, que la Commission européenne fait également mine de découvrir. En décembre, Papandréou refuse de s'adresser au Fonds monétaire international (FMI), il décide un plan de privatisations et d'austérité (gel des salaires et des retraites du secteur public de plus de 2 000 euros) ; en février, le gouvernement durcit le plan d'austérité (gel total des salaires des fonctionnaires, relèvement de l'âge légal

du départ à la retraite, augmentation des taxes sur les carburants) ; en mars, il approfondit l'attaque contre les salariés (blocage des retraites de fonctionnaires et des salaires du secteur privé, impôts sur la consommation) ; en mai, il complète le plan contre le droit à retraite (l'âge de la retraite passera à 65 ans, il faudra avoir cotisé 40 ans au lieu de 37, la pension est baissée de 30 %, un impôt nouveau sera prélevé sur les pensions de plus de 1 400 euros). En avril, le gouvernement commence les discussions avec le FMI et l'Union européenne (UE). Pourtant, le taux d'intérêt que l'État grec doit consentir à payer pour trouver de l'argent sur les marchés financiers internationaux s'élève sans cesse. En janvier, il passe la barre des 6 % pour les obligations de 10 ans ; début mai, le taux d'intérêt dépasse 10 % pour les obligations de 10 ans et 15 % pour les obligations de 2 ans.

Le président français, Sarkozy, met en cause « la spéculation », suivi par les dirigeants des économies capitalistes les plus vulnérables et par tous ceux (qui vont des fascistes aux renégats du trotskysme) pour qui le problème est la « finance » et le « libéralisme ». Selon la plupart des bureaucraties syndicales et nombre de partis réformistes, le capitalisme national pourrait assurer la prospérité en étatisant davantage l'économie capitaliste et en suivant les principes de l'économiste bourgeois Keynes (l'inflation, le déficit budgétaire, le protectionnisme...).

Certes, la spéculation amplifie les changements des prix et des taux. Mais elle ne saurait être supprimée sans éradiquer le capitalisme. Tant que celui-ci survit, il y aura des anticipations par des capitalistes de baisse ou de hausse de titres financiers, de matières premières, de biens immobiliers... qui y verront un moyen de gagner de l'argent au détriment d'autres capitalistes. Qu'elles soient couronnées de succès ou qu'elles se retournent contre eux, les manœuvres des spéculateurs partent souvent de faits réels. Dans ce cas, les sociétés financières (banques, assurances, fonds de pension...) qui prêtent aux États bourgeois estiment, vu la base économique réduite de la Grèce et la taille de sa dette publique, sans parler des résistances des travailleurs, que l'État aura du mal à honorer ses engagements (payer des intérêts annuels et rembourser les emprunts arrivés à échéance). Elles préfèrent donc revendre les titres de la dette publique grecque.

LA PANIQUE DES BOURSES ET L'INQUIÉTUDE DES GOUVERNEMENTS DES PAYS IMPÉRIALISTES

Les États bourgeois ont créé eux-mêmes les conditions de la « spéculation » et du « chantage des marchés ». D'abord, tous les gouvernements ont considéré que leurs groupes capitalistes devaient profiter de l'explosion des marchés de capitaux dans les années 1980. Par ailleurs, les États capitalistes ont sauvé leurs banques et leurs compagnies d'assurance en 2007 et 2008, sans les nationaliser. Ensuite, le déficit et la dette proviennent du refus grandissant des riches de payer l'impôt. Enfin, les banques centrales continuent à consentir aux banques ordinaires des « taux directeurs » réduits, conformément aux prescriptions keynésiennes. Par conséquent, les banques installées aux États-Unis ou en Grande-Bretagne peuvent emprunter à court terme à 0,5 % auprès de la Réserve fédérale ou de la Bank of England, les banques installées dans les 16 États de la zone euro peuvent emprunter à 1 % auprès de la Banque centrale européenne (BCE). Et toutes peuvent, ainsi, prêter à l'État allemand à 3 % à long terme, à l'État américain à 3,5 % à long terme... ou à l'État grec à 10 % à long terme et à 15 % à moyen terme.

En mars 2009, au plus fort de la crise économique mondiale, l'organisme de direction officielle de l'Union européenne (UE), c'est-à-dire le Conseil européen qui réunit les chefs de gouvernements des 27 États membres, refuse toute aide aux pays d'Europe centrale. La Hongrie et la Lettonie sont obligées de se tourner vers le Fonds monétaire international (FMI). Que ce dernier ait à sa tête un social-démocrate, Dominique Strauss-Kahn, ne change rien aux conditions posées par le FMI : les prêts accordés à la Lettonie, à la Hongrie et à la Serbie (candidate à l'UE) ont été accompagnés des mesures drastiques habituelles (réductions des dépenses sociales et même baisse du salaire des fonctionnaires).

L'UE est contrôlée de fait par l'impérialisme allemand et l'impérialisme français, dont les intérêts ne coïncident pas toujours. Dans le cas de la Grèce, la France dont les banques contrôlent une partie des banques grecques et dont les groupes d'armement ont pour cliente l'armée grecque, se prononce dès décembre pour une aide concertée. Tous les États de l'UE qui sont presque aussi fragiles que la Grèce la suivent (Espagne, Portugal, Italie...). L'Allemagne, qui est le deuxième exportateur du monde derrière la Chine, est d'abord ouvertement hostile comme les autres « pays vertueux » (Autriche, Pays-Bas, Finlande...). En janvier, la chancelière allemande suggère même à la Grèce d'abandonner l'euro. La Grande-Bretagne, qui a conservé sa monnaie, annonce qu'elle n'est pas concernée. L'Allemagne accepte, en février, le principe d'une aide, en bloquant néanmoins toute décision. Les partis sociaux-démocrates soutiennent leur gouvernement, en appelant au mieux à modérer les exigences envers la Grèce (Die Linke, Parti de Gauche, PCF...). L'euro continue à se déprécier sur les marchés des devises. En avril, Strauss-Kahn (FMI) et Trichet (BCE) vont à Berlin alerter Merkel sur les risques, pour l'Allemagne, d'une disparition de l'euro, voire de l'effondrement de l'UE.

Début mai, l'inquiétude se répand, les cours des actions baissent brutalement dans les bourses du monde entier. Alors, les États-Unis se joignent à la pression sur l'Allemagne, qui cède. L'UE et le FMI annoncent un plan commun de 110 milliards d'euros (145 milliards de dollars) : 30 milliards d'euros du FMI, qui prendra de fait le contrôle du budget grec, 80 milliards de la part de l'UE. En outre, l'UE met en place, pour limiter les risques de contagion (qui s'étend déjà à l'État espagnol), un fonds total de 500 milliards d'euros... dont elle n'a pas le moindre centime. Ainsi va le capitalisme décadent. Cerise sur le gâteau : les États bourgeois européens prêteront à 5 %, ils empocheraient donc un profit sur l'État grec, en dernière analyse sur les travailleurs grecs.

LES DIRECTIONS SYNDICALES ET LES PARTIS OUVRIERS BOURGEOIS TENTENT DE CONTENIR ET DE DÉVIER LA RÉVOLTE DU PROLÉTARIAT

Papandréou et le PASOK expliquent aux masses que l'intérêt national exige des sacrifices. Mais seuls les secteurs les plus arriérés peuvent accepter que la crise capitaliste mondiale et l'incurie de l'État bourgeois national justifient des attaques d'une telle ampleur, d'autant qu'elles semblent sans limite puisque chaque mois apporte son lot de mesures tournées surtout contre les salariés. Des millions de travailleurs ont d'ailleurs répondu aux appels à la mobilisation des organisations syndicales (ADEDY, GSEE, PAME).

Les directions des confédérations syndicales, la Confédération générale des travailleurs grecs (GSEE) et l'Administration suprême des syndicats de fonctionnaires grecs (ADEDY), liées au PASOK, ainsi que le Front militant de tous les travailleurs (PAME) du Parti communiste de Grèce tentent de canaliser le mécontentement. La GSEE et l'ADEVY refusent de rompre avec le gouvernement et prétendent aménager l'austérité. Le PAME organise des simulacres de lutte (occupation symbolique de lieux publics : bourse, ministère...) et divise les rangs ouvriers en appelant systématiquement à des manifestations séparées de celles des confédérations.

Toutes les bureaucraties syndicales refusent d'appeler à la grève générale jusqu'au retrait des plans d'austérité et convoquent, pour faire diversion, des journées de grève et des manifestations à répétition : le 17 décembre (PAME), le 10 février (ADEDY, PAME), le 24 février (ADEDY, GSEE, PAME), le 5 mars (ADEDY, PAME), le 11 mars (ADEDY, GSEE, PAME), le 21 avril (PAME), le 22 avril (ADEDY), le 1^{er} mai (ADEDY, GSEE, PAME), le 5 mai (ADEDY, GSEE, PAME), le 12 mai (ADEDY, GSEE), le 20 mai (ADEDY, GSEE, PAME)... Les anarchistes ajoutent à la division entretenue par le PAME. Le 1^{er} mai, il y a trois manifestations séparées à Athènes, la leur, celle de l'ADEDY et de la GSEE, celle du PAME et du KKE.

Le résultat est la fragmentation, la dispersion, l'absence de grève générale, d'assemblées générales de tous les travailleurs, d'auto-organisation soviétique, de perspective politique de classe. Aucun parti ouvrier, ni la Coalition de gauche (Synaspismos) qui a eu 4,6 % des voix aux dernières élections, ni le Parti communiste de Grèce (KKE) qui a eu 7,5 %, ne postule au pouvoir, aucun parti ouvrier ne propose de remplacer ce gouvernement par un gouvernement ouvrier et paysan.

CONTRE LE POISON DU CHAUVINISME ET LA DIVISION DES RANGS OUVRIERS, POUR L'INTERNATIONALISME ET LA RÉVOLUTION SOCIALISTE

Les deux partis ouvriers traditionnels, la Coalition de gauche (Synaspismos) et le Parti communiste de Grèce (KKE), comme les groupes maoïstes, sont tous les héritiers du parti stalinien (KKE) qui a trahi la révolution de 1944. En 1989, le KKE participe aux gouvernements bourgeois de Tzanetakis (ND) et d'union nationale de Zolotas. En 1991, à la chute de l'URSS, il scissionne : la fraction majoritaire garde le nom de KKE ; la fraction minoritaire garde le nom du front électoral du parti, Synaspismos. Chacun à sa manière, les deux partis sont réformistes et aussi chauvins que le PASOK. En Europe de l'Ouest, les partis réformistes misent généralement sur l'Union européenne comme cadre nécessaire à leur propre bourgeoisie ; par contre, dans ce pays capitaliste périphérique, c'est la fraction du mouvement ouvrier qui reste nationaliste au sens le plus étroit, qui est la plus hostile à l'Union européenne (KKE) qui l'emporte sur la fraction favorable à l'UE (Synaspismos).

La Synaspismos a une influence réduite sur la classe ouvrière. Elle est liée au PCF de France, au PRC d'Italie, au PCE d'Espagne, au Linkspartei d'Allemagne. Le parti poststalinien a participé aux Forums sociaux européens et aussi aux manifestations chauvines organisées en 1992 par la réaction quand l'État bourgeois grec menaçait la Macédoine issue de l'éclatement de la Yougoslavie.

Le KKE conserve une influence importante dans la classe ouvrière et la jeunesse scolarisée. Soumis à la bureaucratie de l'URSS jusqu'à sa disparition, il s'appuie aujourd'hui sur celle qui survit à Cuba (qui ne peut lui procurer les mêmes avantages). Après une éclipse de 50 ans, le Parti « communiste » de Grèce se réfère de nouveau à Staline, donc aux politiques de division des rangs ouvriers qui a permis la victoire du nazisme et de « front populaire », de bloc avec la bourgeoisie, qui a conduit à la victoire du franquisme. Le parti néostalinien divise le mouvement syndicalisme avec le PAME qui est une confédération scissionniste de fait. Il ne revendique pas la libre circulation des travailleurs et les mêmes droits pour les travailleurs immigrés. Son programme est le « front uni anti-impérialiste, antimonopoliste et démocratique » qui noie le prolétariat dans « le peuple » et qui camoufle une perspective de front populaire, d'alliance avec des secteurs de la bourgeoisie, repoussant à un avenir très lointain le socialisme.

Le temps est venu pour un front populaire et social... Ce front a un choix, créatif et réaliste : renforcer la proposition alternative pour un pouvoir populaire et une économie populaire... Désengagement de l'UE, désobéissance sont un préalable à l'amélioration de la vie du peuple... Nous maintenons, faits et preuves à l'appui, que la Grèce, en dépit des dégâts sérieux et ravageurs qui ont touché certains secteurs et qui sont dus à la domination du capital et à la concurrence entre monopoles, connaît les conditions préalables pour constituer et développer une économie populaire autonome. (Propositions du Parti communiste de Grèce pour sortir de la crise, 14 mai 2010)

Rien n'est plus ridicule et dangereux faire croire aux travailleurs que la Grèce a tout ce qu'il faut pour constituer une économie prospère, toute seule. Qu'est-ce donc que la mystérieuse « économie populaire », qui plus est

« autonome » ? Au pire, c'est le « capitalisme dans un seul pays » qui a plus à voir avec le fascisme qu'avec le marxisme ; au mieux, c'est la tentative réactionnaire de ranimer le cadavre du « socialisme dans un seul pays ».

Le développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale), est une condition pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la même vieille gadoue. (Karl Marx, L'Idéologie allemande, 1845)

En réalité, le KKE empêche d'avancer vers le socialisme car il défend le capitalisme grec contre les autres bourgeoisies et surtout contre le prolétariat de Grèce. Il mêle le drapeau bleu et blanc de la bourgeoisie et des colonels au drapeau rouge du prolétariat mondial et du communisme. Il prône le renforcement de l'armée bourgeoise grecque qui est l'héritière de la guerre civile (de 1944 à 1949) et de la dictature (de 1965 à 1974). Il a une ligne chauvine au sujet de Chypre et des minorités nationales en Grèce. Il pratique les expulsions et la calomnie dans ses propres rangs ; il pratique la violence et la diffamation au sein du mouvement ouvrier.

L'influence de l'anarchisme dans la jeunesse est la conséquence inévitable des références fallacieuses au socialisme du PASOK et au communisme du KKE. Cependant, la classe ouvrière n'a rien à attendre de la violence minoritaire même contre la police et encore moins contre des symboles, comme l'a prouvée la mort de 3 travailleurs d'une agence bancaire enfermés par leur direction et brûlés vifs à l'issue d'une attaque anarchiste le 5 mai.

En Grèce, la destruction de la 4^e Internationale en 1951-53 a entraîné comme ailleurs une multiplication de courants réformistes ou semi-réformistes, « antilibéraux » qui renient la dictature du prolétariat, qui soutiennent les Forums sociaux, qui appellent à la sortie de l'UE sans prise du pouvoir préalable par le prolétariat, qui cautionnent l'impasse des journées de grève à répétition contre la grève générale.

La classe ouvrière doit avoir son propre parti pour pouvoir s'émanciper. L'avant-garde doit se regrouper sur la base du marxisme à partir des meilleurs éléments du KKE, des organisations qui se réclament frauduleusement du trotskysme et des groupes anarchistes, pour relever le drapeau du Parti communiste (section de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky), du Groupe Spartakos (Opposition de gauche internationale) et de l'Organisation communiste internationaliste de Grèce (OKDE pour la 4^e Internationale).

Dès aujourd'hui, il faut imposer le front unique ouvrier contre la division, un programme d'urgence contre les plans d'austérité de la bourgeoisie grecque, française et allemande :

- **Dirigeants de la GSEE et de l'ADEDY, rompez avec le gouvernement, cessez les négociations avec l'UE et le FMI ! Front unique de la GSEE, de l'ADEDY, du PAME, du KKE, du Synaspismos... contre les plans de la bourgeoisie grecque, des bourgeoisies impérialistes allemande et française ! KKE et Synaspismos, postulez ensemble au pouvoir et formez un gouvernement sans représentant de la bourgeoisie !**
- **Grève générale jusqu'au retrait du plan d'austérité ! Dans les entreprises, les universités, les quartiers, les bourgs, conseils de travailleurs salariés, d'étudiants, de paysans, fédérés et centralisés ! Autodéfense des grèves, des manifestations contre la police et les fascistes ! Démantèlement de l'armée, de la police, des services secrets ! Gouvernement ouvrier et paysan sur la base des conseils !**
- **Séparation complète de l'Eglise orthodoxe et de l'État ! Fermeture des bases militaires américaines ! Retrait de l'OTAN ! Expropriation des banques et des grandes entreprises, tant étrangères que nationales ! Plan de production et de répartition sous le contrôle des producteurs ! Droit à l'autodétermination des minorités nationales (Turcs, Pomaks, Tziganes, Slaves macédoniens) ! Retrait de l'armée grecque de Chypre ! Même droit pour les travailleurs immigrés ! Fédération socialiste des Balkans ! États-Unis socialistes d'Europe !**

17 mai 2010